



Organe subsidiaire de mise en œuvre
Quarante-cinquième session
Marrakech, 7-14 novembre 2016
Point 3 d) de l'ordre du jour provisoire
Notification et examen concernant les Parties
visées à l'annexe I de la Convention
Rapport sur les données présentées dans les inventaires nationaux
de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I
de la Convention pour la période 1990-2014

Données présentées dans les inventaires de gaz à effet de serre pour la période 1990-2014

Note du secrétariat*

Résumé

Quarante-deux Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) ont présenté en 2016 leur inventaire de gaz à effet de serre (GES), en utilisant les tableaux du cadre commun de présentation (CRF), ainsi que leur rapport national d'inventaire (NIR). À la date limite du 15 avril 2016, les tableaux du CRF avaient été reçus de 38 Parties et un rapport national d'inventaire de 33 Parties. Pour l'ensemble des Parties visées à l'annexe I, les émissions globales de GES à l'exclusion des émissions et des absorptions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) ont, au total, diminué de 11,3 % de 1990 à 2014, la baisse étant de 15,8 % si l'on prend en compte le secteur UTCATF. Pour les Parties visées à l'annexe I qui sont en transition sur le plan économique, les émissions de GES ont reculé de 37,2 % hors secteur UTCATF et de 47,0 % secteur UTCATF compris. Pour les Parties visées à l'annexe I qui ne sont pas en transition sur le plan économique, les émissions de GES ont augmenté de 1,4 % et 0,7 % respectivement. Les informations figurant dans le présent document proviennent des inventaires nationaux de GES reçus au 16 septembre 2016. Au moment de la publication de ce document, le processus d'examen annuel des inventaires de GES des Parties visées à l'annexe I était toujours en cours ; il se peut donc que les données qui y sont présentées ne correspondent pas aux informations les plus récentes communiquées par les Parties. Les toutes dernières données relatives aux inventaires de GES sont disponibles sur le site Web de la Convention.

* Le présent document a été soumis tardivement afin que les dernières informations communiquées par les Parties puissent être prises en compte.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–5	3
A. Mandat	1	3
B. Objet de la présente note.....	2–4	3
C. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre	5	4
II. Situation en ce qui concerne la notification des inventaires	6–11	4
A. Respect des délais et exhaustivité des données communiquées.....	6–8	4
B. Nouveaux calculs.....	9–11	5
III. Aperçu de l’évolution des émissions et de leurs sources dans les Parties visées à l’annexe I	12–28	7
A. Total des émissions globales de gaz à effet de serre	12–16	7
B. Émissions de gaz à effet de serre par gaz.....	17–19	11
C. Émissions de gaz à effet de serre par secteur	20–25	12
D. Données relatives aux émissions des différentes Parties visées à l’annexe I	26–28	14

I. Introduction

A. Mandat

1. Dans la décision 24/CP.19, la Conférence des Parties a demandé aux Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) de soumettre chaque année, le 15 avril au plus tard, les données de leur inventaire national sur les émissions par les sources et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre (GES). Par la décision 13/CP.20 (par. 8 et 10), la Conférence des Parties a demandé au secrétariat de rassembler et de résumer les informations concernant les données des inventaires de GES communiquées par les Parties visées à l'annexe I, notamment pour examen par la Conférence des Parties et les organes subsidiaires.

B. Objet de la présente note

2. Le présent document fait le point sur la notification des inventaires de GES par les Parties visées à l'annexe I en 2016 (chap. II) et récapitule les dernières données disponibles sur les émissions et absorptions de GES pour la période 1990-2014 (chap. III). Des données sont présentées pour le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄) et l'oxyde nitreux (N₂O) ainsi que pour les hydrofluorocarbones (HFC), les hydrocarbures perfluorés (PFC), l'hexafluorure de soufre (SF₆), un mélange non précisé de HFC et de PFC (MIX) et le trifluorure d'azote (NF₃) pris ensemble et, lorsque les Parties ont choisi de les notifier, les émissions indirectes de CO₂ provenant de l'oxydation atmosphérique de CH₄, de monoxyde de carbone et de composés organiques volatils non méthaniques. Le total¹ des émissions globales² de GES est présenté, avec et sans les émissions et absorptions nettes de GES du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF).

3. Les informations figurant dans le présent rapport proviennent des inventaires nationaux de GES reçus de 42 Parties visées à l'annexe I (voir tableau 1) au 16 septembre 2016.

4. Au moment de la publication du présent document, le processus d'examen annuel était toujours en cours ; il se peut donc que les données qui y sont présentées ne correspondent pas aux informations les plus récentes fournies par les Parties. Les toutes dernières données des inventaires de GES sont disponibles sur le site Web³ de la Convention.

¹ Le terme « total » signifie que les données présentées correspondent à la somme des émissions des différents secteurs retenus dans le cadre commun de présentation ; lorsque les émissions du secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF) sont prises en compte, cela est précisé ; sauf indication contraire, les émissions indirectes de CO₂ ne sont pas prises en compte dans le total.

² Le terme « global(es) » signifie que les émissions et les absorptions de GES, telles qu'elles sont calculées, correspondent à une somme pondérée obtenue en appliquant les potentiels de réchauffement de la planète approuvés au titre de la Convention, tous gaz confondus (CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC, SF₆, MIX et NF₃).

³ <<http://unfccc.int/9492.php>>.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

5. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des informations figurant dans le présent document et solliciter de nouvelles directives de la Conférence des Parties selon qu'il convient.

II. Situation en ce qui concerne la notification des inventaires

A. Respect des délais et exhaustivité des données communiquées

6. Conformément aux « Directives pour l'établissement des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, première partie : directives FCCC pour la notification des inventaires annuels des gaz à effet de serre » (directives FCCC pour la notification des inventaires des Parties visées à l'annexe I)⁴ celles-ci sont tenues de soumettre chaque année un rapport national d'inventaire (NIR) et les tableaux du cadre commun de présentation (CRF) reprenant toutes les données depuis l'année de référence jusqu'à l'avant-dernière année précédant l'année de soumission. En 2016, 42 Parties visées à l'annexe I ont communiqué des données pour toutes les années de 1990⁵ à 2014.

7. Au 15 avril 2016, les tableaux du CRF avaient été reçus de 37 Parties et un rapport national d'inventaire de 33 Parties. Dans les six semaines suivant cette date, 40 Parties au total⁶ avaient soumis leur tableau du CRF et 39 Parties leur NIR. Les dates auxquelles les premières versions des tableaux du CRF ont été soumises sont indiquées dans le tableau 1.

Tableau 1

Inventaires de gaz à effet de serre soumis par les Parties visées à l'annexe I en 2016

<i>Partie</i>	<i>Date de soumission des tableaux du CRF^a</i>	<i>Partie</i>	<i>Date de soumission des tableaux du CRF^a</i>
Allemagne	15 avril 2016	Lettonie	15 avril 2016
Australie	27 mai 2016	Liechtenstein	15 avril 2016
Autriche	14 avril 2016	Lituanie	15 avril 2016
Bélarus	10 juin 2016	Luxembourg	15 avril 2016
Belgique	15 avril 2016	Malte	14 avril 2016
Bulgarie	15 avril 2016	Monaco	

⁴ Décision 24/CP.19, annexe I.

⁵ Sauf indication contraire, certaines Parties utilisent les données de l'année de référence au lieu des données de 1990. Les Parties qui sont autorisées à utiliser une année de référence autre que 1990, comme stipulé dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4, ont fourni des données pour leurs années de référence respectives. Ces Parties et les années de référence correspondantes sont les suivantes : Bulgarie (1988), Hongrie (moyenne des années 1985 à 1987), Pologne (1988), Roumanie (1989) et Slovénie (1986).

⁶ Lorsqu'elles ont soumis leur communication, certaines Parties ont fait état de problèmes techniques qu'elles ont rencontrés avec le logiciel de notification. Dans la décision 20/CP.21, la Conférence des Parties a relevé que le logiciel du CRF n'était pas encore pleinement opérationnel.

<i>Partie</i>	<i>Date de soumission des tableaux du CRF^a</i>	<i>Partie</i>	<i>Date de soumission des tableaux du CRF^a</i>
Canada	14 avril 2016	Norvège	15 avril 2016
Chypre	13 avril 2016	Nouvelle-Zélande	20 mai 2016
Croatie	15 avril 2016	Pays-Bas	15 avril 2016
Danemark	15 avril 2016	Pologne	15 avril 2016
Espagne	15 avril 2016	Portugal	15 avril 2016
Estonie	15 avril 2016	Roumanie	15 avril 2016
États-Unis	15 avril 2016	Royaume-Uni	15 avril 2016
Fédération de Russie	15 avril 2016	Slovaquie	15 avril 2016
Finlande	15 avril 2016	Slovénie	15 avril 2016
France	15 avril 2016	Suède	15 avril 2016
Grèce	15 avril 2016	Suisse	15 avril 2016
Hongrie	15 avril 2016	Tchéquie	15 avril 2016
Irlande	15 juin 2016	Turquie	15 avril 2016
Islande	15 avril 2016	Ukraine	24 mai 2016
Italie	15 avril 2016	Union européenne	15 avril 2016
Japon	14 avril 2016		

Abréviation : CRF = cadre commun de présentation.

^a Les dates postérieures au 15 avril 2016 sont indiquées en italiques. La date de soumission du rapport national d'inventaire peut être différente. La présence d'un espace laissé en blanc signifie que les données correspondantes n'avaient pas été communiquées au 16 septembre 2016.

8. Après avoir fait parvenir au secrétariat une première version de leur inventaire, 36 Parties ont soumis une version révisée des tableaux du CRF et 31 Parties une nouvelle fois leur NIR.

B. Nouveaux calculs

9. Conformément aux directives FCCC pour la notification des inventaires annuels des Parties visées à l'annexe I, les Parties doivent, s'il y a lieu, recalculer leurs estimations des émissions, afin d'en améliorer la qualité et de garantir la cohérence des séries chronologiques.

10. En 2016, 39 Parties visées à l'annexe I⁷ ont fait part de nouveaux calculs qui avaient une incidence sur leurs estimations des émissions de GES de 1990 (voir le tableau 2). Ces nouveaux calculs étaient le résultat de modifications concernant les données d'activité,

⁷ Dans l'inventaire des GES de la Suisse, les nouveaux calculs ont indiqué des valeurs identiques aux estimations précédentes. Les nouveaux calculs du Bélarus, de la Croatie et de Monaco (UTCATF non compris et compris) n'étaient pas disponibles.

les coefficients d'émission et les méthodes. Si l'on considère le total des émissions globales de GES, hors secteur UTCATF, l'écart entre le total recalculé et le total calculé initialement a été inférieur à 1 % pour 29 Parties et supérieur à 3 % pour quatre Parties. L'écart entre ces deux totaux, secteur UTCATF compris, a été inférieur à 1 % pour 24 Parties et supérieur à 3 % pour sept Parties.

Tableau 2
Inventaires recalculés par les Parties visées à l'annexe I en 2016

<i>Partie</i>	<i>Incidence sur les estimations des émissions de GES de 1990 hors secteur UTCATF (En pourcentage)^a</i>	<i>Incidence sur les estimations des émissions de GES de 1990 secteur UTCATF compris (En pourcentage)^b</i>
Allemagne	-0,1	0,0
Australie	-2,3	2,9
Autriche	0,2	0,5
Bélarus		
Belgique	-0,7	-0,8
Bulgarie	-5,1	-6,6
Canada	0,0	0,1
Chypre	2,4	2,7
Croatie		
Danemark	-0,5	-1,2
Espagne	-1,7	-2,5
Estonie	-0,2	-1,7
États-Unis	2,1	0,3
Fédération de Russie	0,0	-0,9
Finlande	0,0	-0,4
France	-0,6	0,7
Grèce	-0,2	-0,1
Hongrie	-0,1	0,9
Irlande	-1,0	1,8
Islande	-5,6	-1,4
Italie	0,2	0,0
Japon	0,0	0,0
Lettonie	0,3	3,2
Liechtenstein	-0,2	-0,2
Lituanie	-1,3	-0,7
Luxembourg	-0,1	-2,2
Malte	0,0	0,0
Monaco		
Norvège	-0,2	-0,1
Nouvelle-Zélande	-1,3	-3,1
Pays-Bas	0,9	1,1
Pologne	-0,2	-0,5
Portugal	0,1	0,0

<i>Partie</i>	<i>Incidence sur les estimations des émissions de GES de 1990 hors secteur UTCATF (En pourcentage)^a</i>	<i>Incidence sur les estimations des émissions de GES de 1990 secteur UTCATF compris (En pourcentage)^a</i>
Roumanie	2,2	2,4
Royaume-Uni	-0,9	-1,4
Slovaquie	-1,7	-1,8
Slovénie	0,5	-5,3
Suède	0,1	13,0
Suisse	0,0	0,0
Tchéquie	1,0	1,0
Turquie	-4,8	-5,6
Ukraine	3,6	5,7
Union européenne	-0,4	-0,3

Abréviations : GES = gaz à effet de serre ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

^a La présence d'un espace laissé en blanc signifie que le nouveau calcul n'était pas disponible.

11. Le total des émissions globales de GES des Parties visées à l'annexe I n'ont pas été présentées dans le rapport de 2015 sur les données sur les GES⁸ car 30 Parties⁹ seulement avaient communiqué leurs données. C'est pourquoi il n'avait pas été possible de réaliser les opérations suivantes :

a) Une comparaison des estimations de 2015 et de 2016 concernant le total des émissions globales de GES des Parties visées à l'annexe I, en 1990 ;

b) Une comparaison entre les variations du total des émissions globales de GES de 1990 à la dernière année disponible communiquée par les Parties visées à l'annexe I en 2015 et 2016.

III. Aperçu de l'évolution des émissions et de leurs sources dans les Parties visées à l'annexe I

A. Total des émissions globales de gaz à effet de serre

12. Les figures 1 et 2 montrent l'évolution du total des émissions globales de GES de 1990 à 2014 pour l'ensemble des Parties visées à l'annexe I, pour les Parties visées à l'annexe I en transition sur le plan économique (Parties en transition visées à l'annexe I) et pour les Parties visées à l'annexe I qui ne sont pas en transition sur le plan économique.

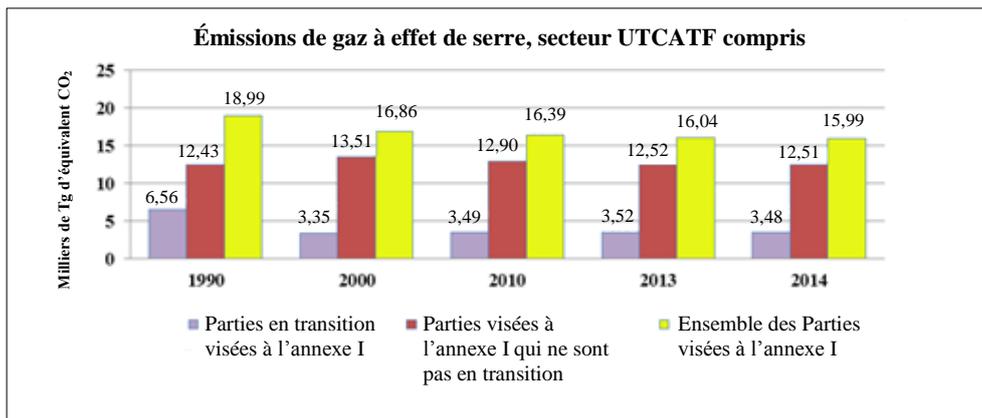
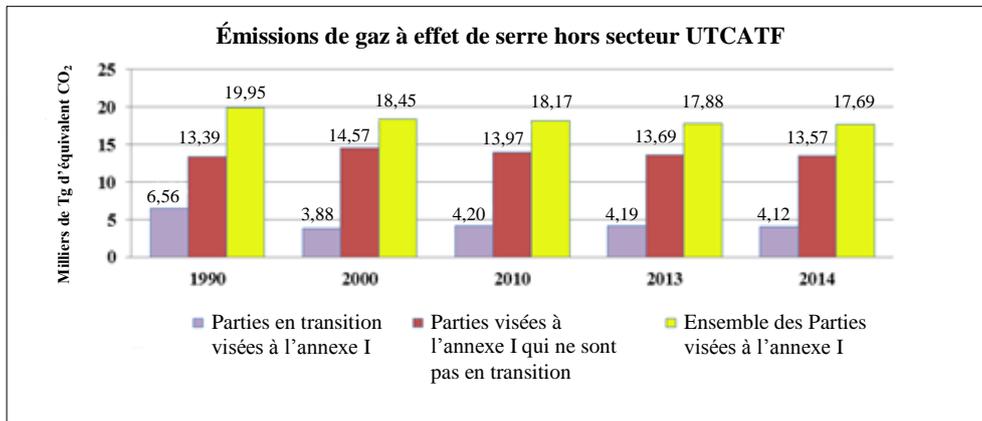
13. De 1990 à 2014, les émissions globales de GES, non compris les émissions et les absorptions du secteur UTCATF, de l'ensemble des Parties visées à l'annexe I ont diminué au total de 11,3 %, tombant de 19 949,10 à 17 689,61 Tg d'équivalent CO₂. Au cours de la même période, les émissions globales de GES, y compris le secteur UTCATF, ont diminué au total de 15,8 %, tombant de 18 988,41 à 15 989,76 Tg d'équivalent CO₂. De 2000

⁸ FCCC/SBI/2015/21.

⁹ En raison d'un retard correspondant à la mise à disposition du logiciel du CRF. Conformément à la décision 13/CP.20, les Parties visées à l'annexe I peuvent présenter leurs tableaux du CRF après le 15 avril en 2015, mais pas plus tard que le retard correspondant à la mise à disposition du logiciel du CRF.

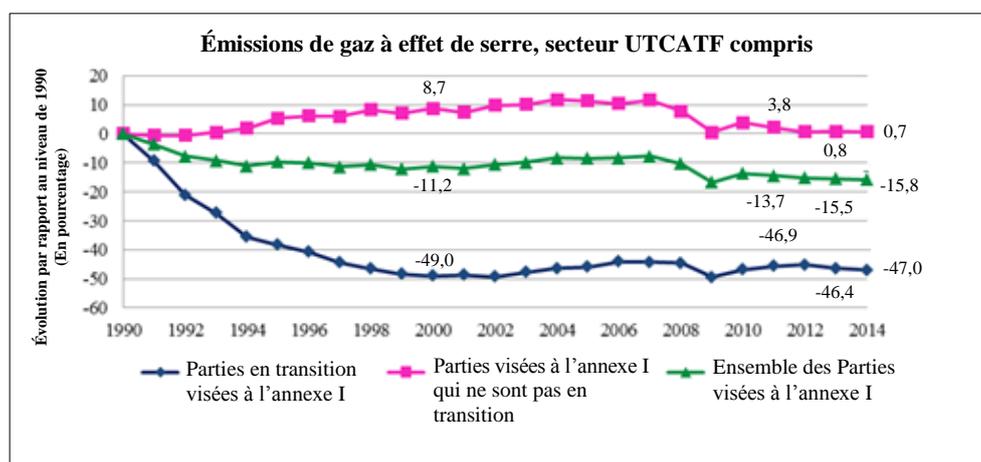
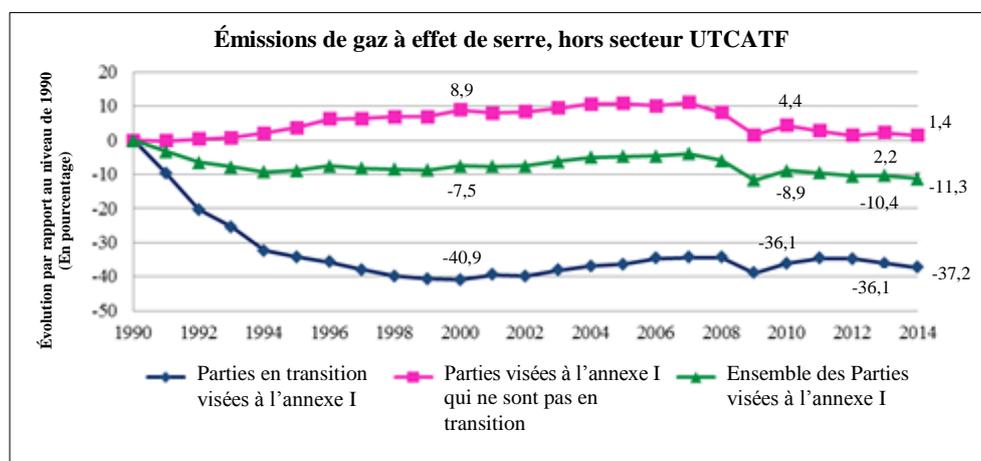
à 2014, les émissions de GES ont diminué de 4,1 % hors secteur UTCATF et, si l'on inclut le secteur UTCATF, de 5,2 %. De 2013 à 2014, les émissions de GES ont diminué de 1,0 %, hors secteur UTCATF et, si l'on inclut le secteur UTCATF, de 0,3 %.

Figure 1
Émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I, 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014



Abréviations : Parties en transition visées à l'annexe I = Parties visées à l'annexe I qui sont en transition sur le plan économique ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

Figure 2
Évolution des émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I, 1990-2014



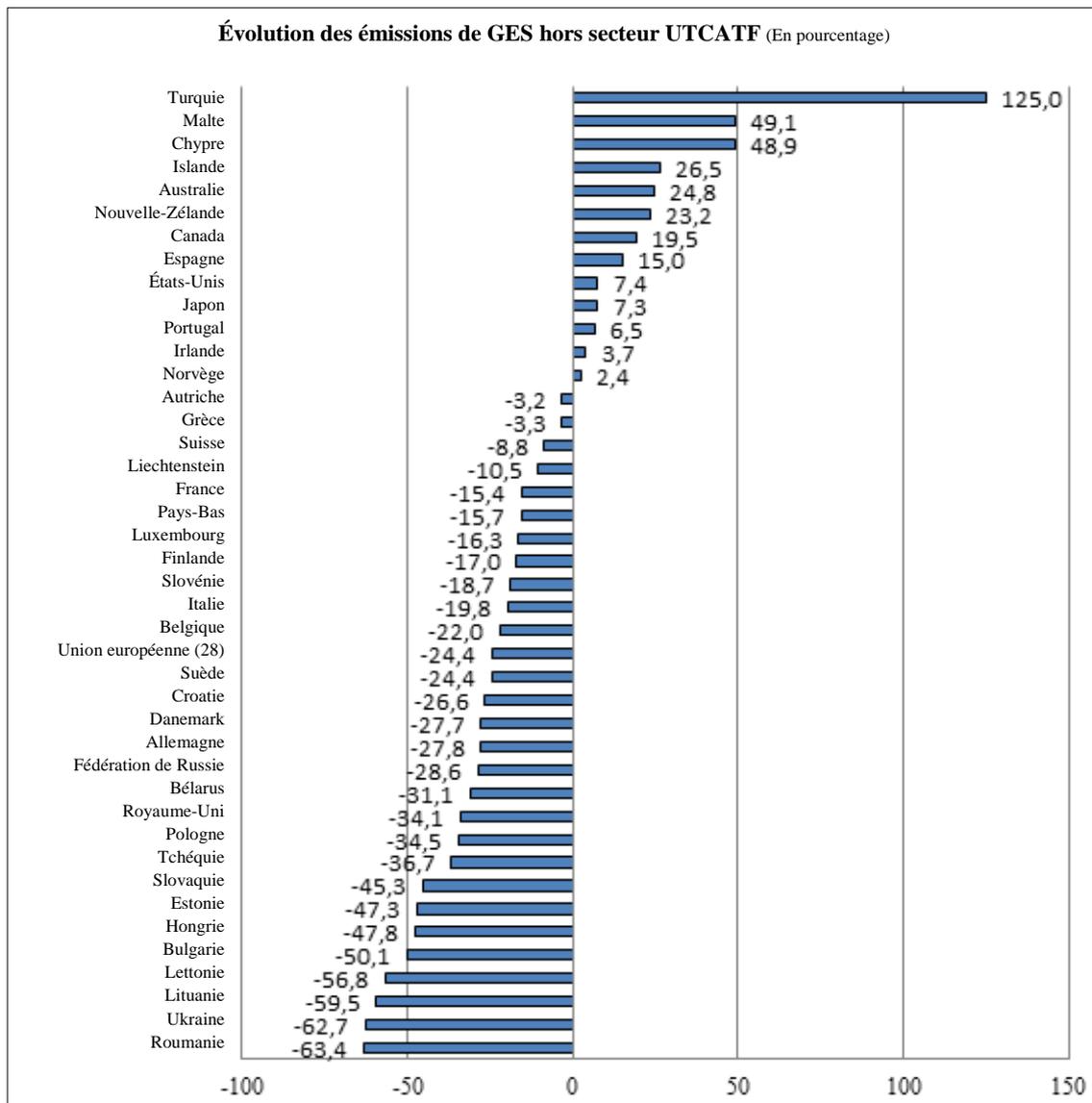
Abréviations : Parties en transition visées à l'annexe I = Parties visées à l'annexe I qui sont en transition sur le plan économique ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

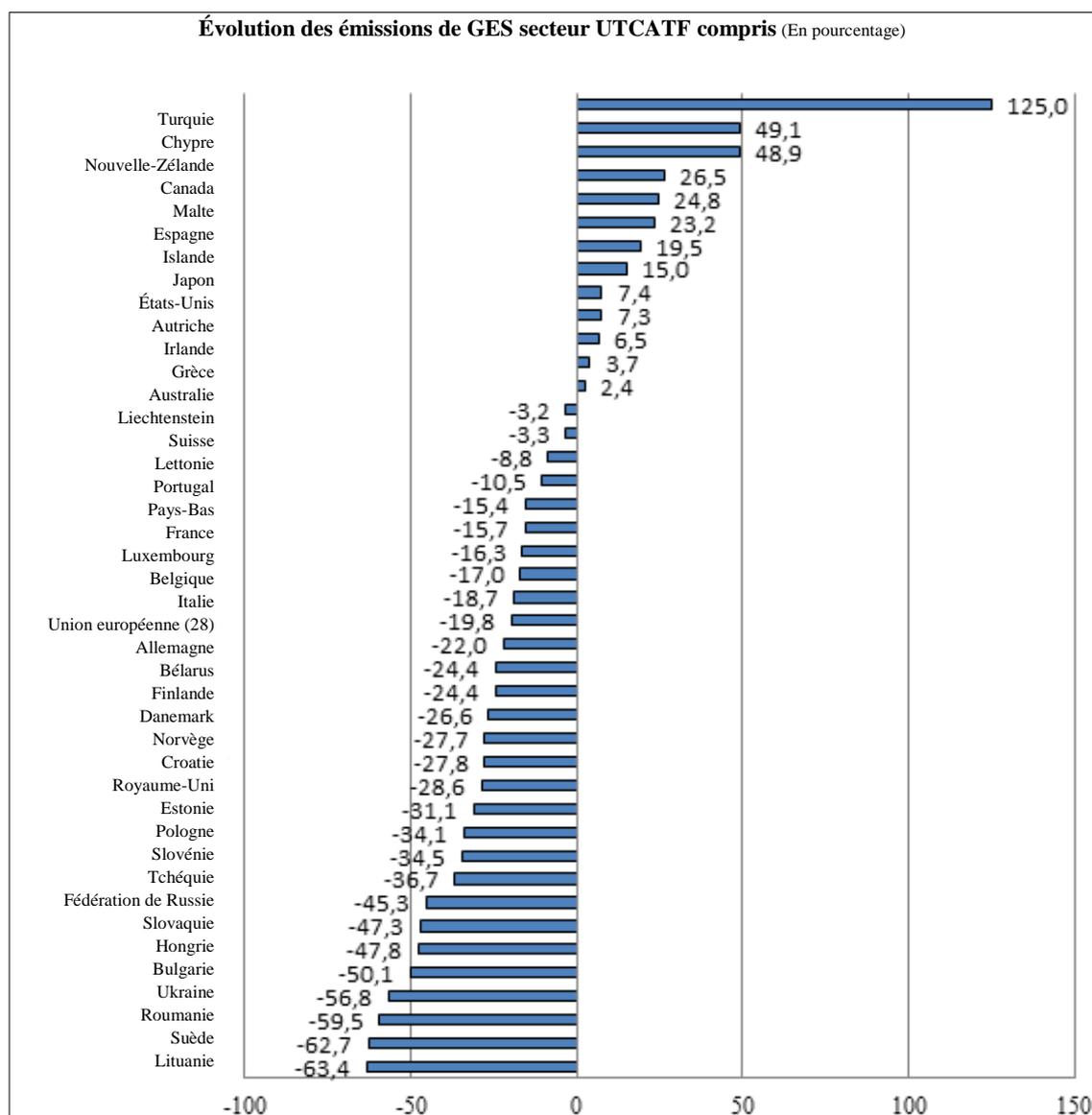
14. Pour les Parties en transition visées à l'annexe I, les émissions de GES, sur la période de 1990 à 2014, ont diminué de 37,2 %, hors secteur UTCATF, et de 47,0 %, secteur UTCATF compris. De 2000 à 2014, les émissions de GES de ces Parties ont augmenté respectivement de 6,2 % (hors secteur UTCATF) et de 3,9 % (secteur UTCATF compris). Entre 2013 et 2014, elles ont diminué de 1,7 % hors secteur UTCATF et de 1,2 % secteur UTCATF compris.

15. Pour les Parties visées à l'annexe I qui ne sont pas en transition, les émissions de GES, sur la période de 1990 à 2014, ont augmenté de 1,4 %, hors secteur UTCATF, et de 0,7 %, secteur UTCATF compris. De 2000 à 2014, les émissions de GES de ces Parties ont diminué respectivement de 6,9 % (hors secteur UTCATF) et de 7,4 % (secteur UTCATF compris). Entre 2013 et 2014, elles ont diminué de 0,8 % hors secteur UTCATF et de 0,1 % secteur UTCATF compris.

16. De 1990 à 2014, l'évolution du total des émissions globales de GES a été très différente suivant les pays (voir la figure 3). Hors secteur UTCATF, c'est en Roumanie que la baisse a été la plus forte (de 63,4 %) et, si l'on inclut le secteur UTCATF, c'est en Lituanie que les émissions ont le plus diminué (de 74,7 %). À l'inverse, la hausse la plus marquée a été enregistrée en Turquie, à la fois hors secteur UTCATF (de 125,0 %) et secteur UTCATF compris (de 129,6 %).

Figure 3
Évolution du total des émissions globales de gaz à effet de serre des différentes Parties visées à l'annexe I, 1990-2014





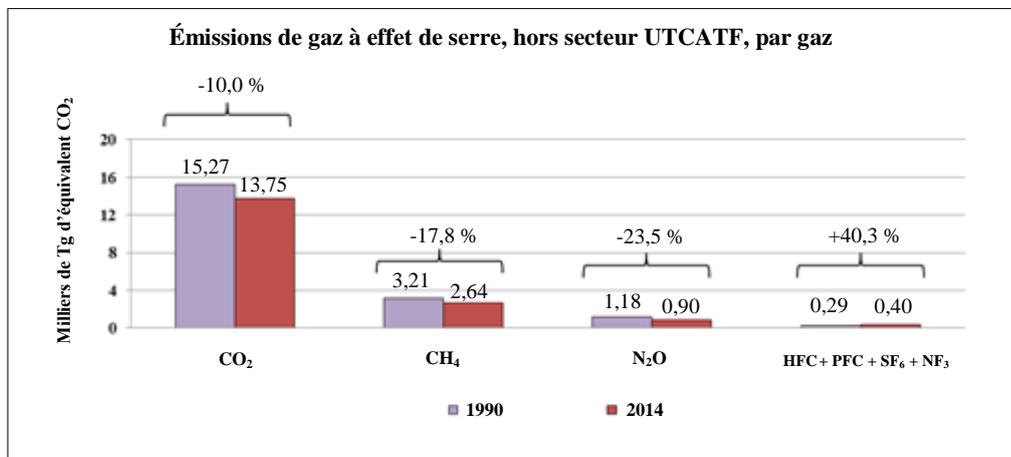
Abréviations : GES = gaz à effet de serre ; UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

B. Émissions de gaz à effet de serre par gaz

17. Tout au long de la période 1990-2014, le CO₂ est le gaz qui a le plus contribué au total des émissions (à hauteur de 76,6 % en 1990 et de 77,7 % en 2014). Le CH₄ vient en second (16,1 % en 1990 et 14,9 % en 2014), suivi par le N₂O (5,9 % en 1990 et 5,1 % en 2014). La contribution des émissions de HFC, de PFC, de SF₆, de MIX et de NF₃ prises ensemble aux émissions totales de GES a été inférieure à 2,5 % pour l'une et l'autre de ces deux années.

18. La figure 4 montre quelle a été la contribution de chaque GES dans le total des émissions, hors secteur UTCATF, pour 1990 et 2014, ainsi que l'évolution des émissions totales de chaque GES au cours de la période 1990-2014. Les émissions de CO₂, de CH₄ et de N₂O ont diminué, tandis que celles de HFC, de PFC, de SF₆, de MIX et de NF₃ prises ensemble se sont accrues de 40,3 %.

Figure 4
Émissions de gaz à effet de serre, hors secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, des Parties visées à l'annexe I, par gaz, en 1990 et 2014



Abbreviations : UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

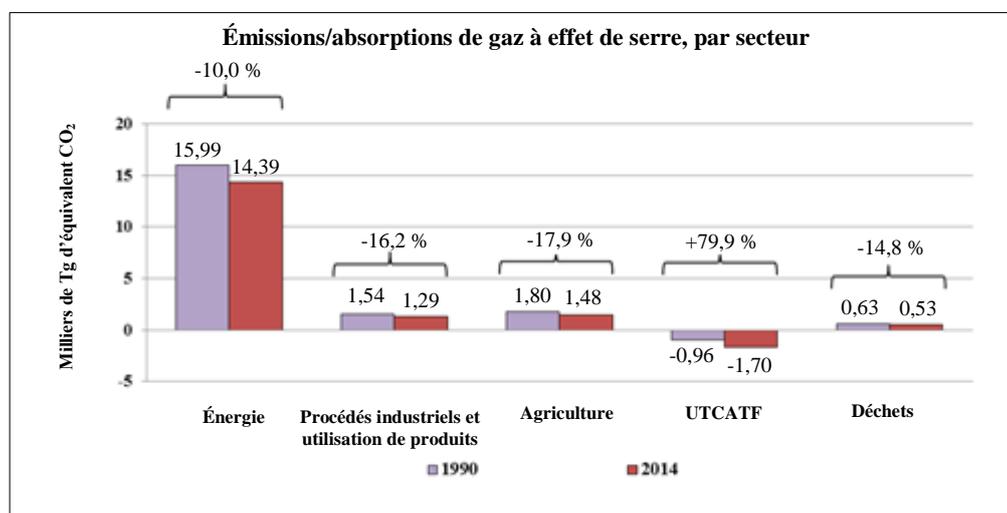
19. Entre 2013 et 2014, les émissions de CO₂ et de CH₄ ont diminué de 1,4 % et 0,3 %, respectivement. Au cours de la même période, les émissions de N₂O ont augmenté de 0,1 % et les émissions de HFC, de PFC, SF₆, de MIX et de NF₃ prises ensemble ont augmenté de 2,9 %.

C. Émissions de gaz à effet de serre par secteur

20. De 1990 à 2014, les émissions ont diminué dans les secteurs de l'énergie, des procédés industriels et de l'utilisation de produits, de l'agriculture et des déchets (voir la figure 5). Celui dans lequel les émissions ont le plus diminué relativement (de 17,9 %) est l'agriculture, suivie par les secteurs des procédés industriels et de l'utilisation des produits, des déchets et de l'énergie. Au cours de la même période, les absorptions nettes de GES dans le secteur UTCATF ont augmenté de 76,9 %, passant de -960,69 Tg d'équivalent CO₂ à -1 699,85 Tg d'équivalent CO₂.

21. Entre 2013 et 2014, les émissions provenant du secteur de l'énergie ont diminué de 1,4 % et celles provenant des secteurs des procédés industriels et de l'utilisation des produits, de l'agriculture et des déchets ont augmenté de 0,6 %, 0,3 % et 0,3 %, respectivement. Les absorptions nettes de GES dans le secteur UTCATF ont diminué de 7,3 %.

Figure 5
Émissions et absorptions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I, par secteur, en 1990 et 2014^a

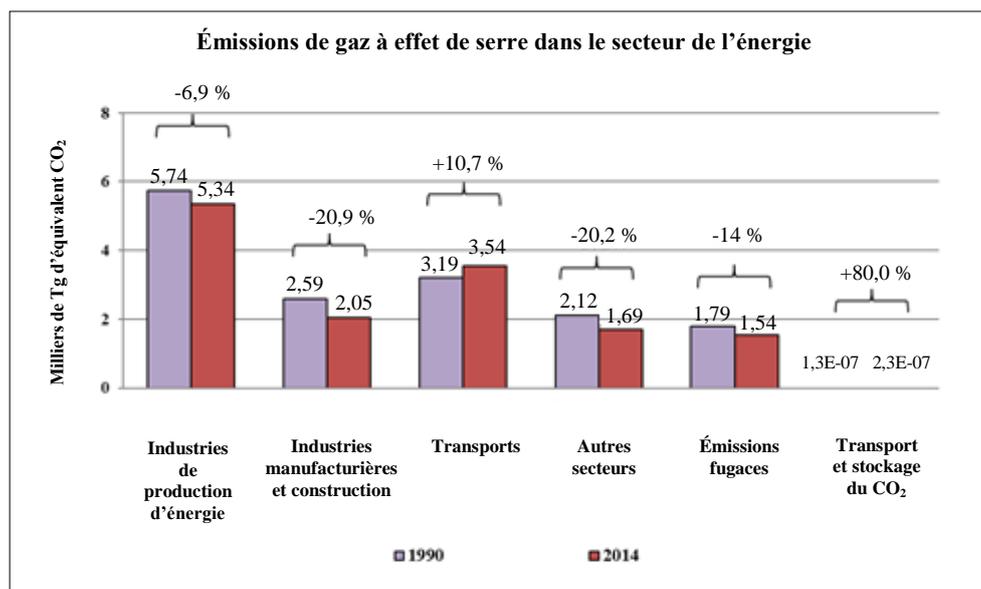


Abréviations : UTCATF = utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie.

^a Le secteur « autres » n'est pas repris dans cette figure parce que sa contribution au total des émissions de GES est très faible. Les émissions de ce secteur ont diminué de 27,2 % entre 1990 et 2014.

22. Dans le secteur de l'énergie, les émissions ont diminué de 1990 à 2014 dans tous les sous-secteurs, sauf ceux des transports et du transport et stockage du CO₂, où les émissions ont augmenté de 10,7 % et 80,0 %, respectivement (voir la figure 6). Les industries manufacturières et la construction ont enregistré la plus forte baisse relative des émissions (de 20,9 %).

Figure 6
Émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I dans le secteur de l'énergie, en 1990 et 2014

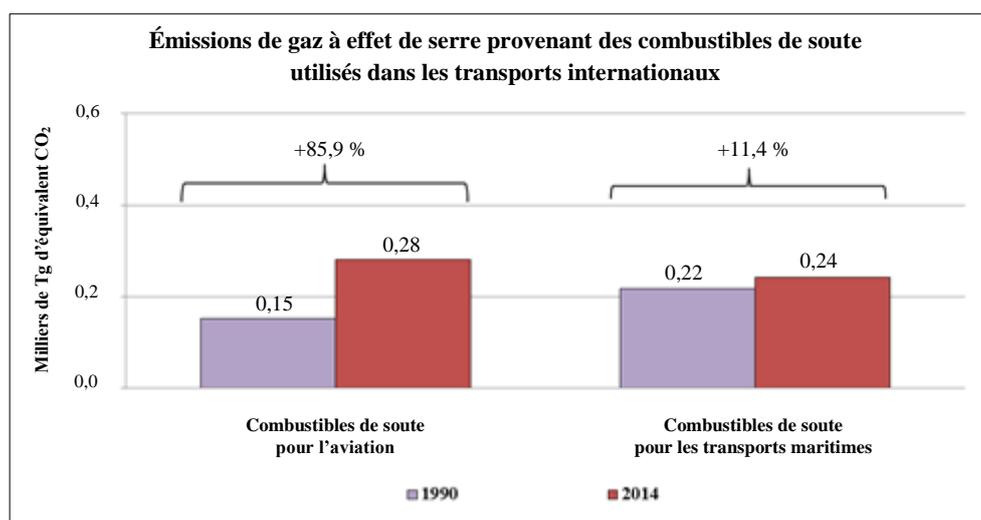


23. Entre 2013 et 2014, les émissions imputables à l'ensemble des sous-secteurs de l'énergie, sauf celui du transport et stockage du CO₂ (à savoir les industries de production d'énergie, les industries manufacturières et la construction, les transports, les émissions fugaces et les autres secteurs) ont diminué.

24. Au cours de la période 1990-2014, les émissions produites par les combustibles de soute utilisés dans les transports internationaux ont augmenté, de 85,9 % dans le cas de l'aviation et de 11,4 % dans celui des transports maritimes (voir la figure 7).

Figure 7

Émissions de gaz à effet de serre des Parties visées à l'annexe I provenant des combustibles de soute utilisés dans les transports internationaux, en 1990 et 2014



25. Entre 2013 et 2014, les émissions provenant des combustibles de soute utilisés dans les transports internationaux ont augmenté, de 2,9 % pour l'aviation et de 3,9 % pour les transports maritimes.

D. Données relatives aux émissions des différentes Parties visées à l'annexe I

26. On trouvera dans les tableaux 3 à 15 des données détaillées sur les émissions de GES des différentes Parties visées à l'annexe I. Le total des émissions globales de GES, calculé en tenant compte ou en faisant abstraction des émissions et des absorptions dans le secteur UTCATF, est présenté dans les tableaux 3 et 4 ; les tableaux 5 à 10 fournissent des données sur les émissions de CO₂, CH₄ et N₂O (calculées en tenant compte ou en faisant abstraction des émissions et des absorptions dans le secteur UTCATF) ; le tableau 11 indique les émissions de HFC, PFC, SF₆, MIX et NF₃ prises ensemble, les tableaux 12 à 14 rendent compte des émissions et des absorptions dans le secteur UTCATF et le tableau 15 fournit des données sur les émissions indirectes de CO₂.

27. La présence d'espaces laissés en blanc dans les tableaux signifie soit que les données correspondantes n'étaient pas disponibles au moment de l'établissement du présent document, soit que les Parties ont utilisé l'une des différentes mentions types pertinentes, à savoir « néant », « non estimées » (n.e.), « sans objet » (s.o.), « incluses ailleurs » (i.a.), ou « confidentielles » (c) pour les émissions considérées. Les valeurs négatives correspondent à des absorptions et les valeurs positives à des émissions.

28. Les variations des émissions au cours de la période 1990-2014 ont été calculées à partir des valeurs exactes (et non des valeurs arrondies) et elles peuvent donc différer du ratio calculé sur la base des chiffres arrondis présentés dans les tableaux. Le symbole (-) représente une variation en pourcentage dépassant 10 000 %.

Tableau 3

Total des émissions globales d'origine anthropique de CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC, SF₆, MIX et NF₃ à l'exclusion des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	1 246 101	1 041 064	939 372	943 520	900 202	-27,8
Australie	418 623	483 446	533 917	526 883	522 397	24,8
Autriche	78 845	80 429	84 946	80 043	76 333	-3,2
Bélarus ^a	133 457	77 960	91 184	93 037	91 896	-31,1
Belgique	146 021	149 213	133 258	119 375	113 867	-22,0
Bulgarie ^{a, b}	114 578	58 265	59 820	54 946	57 197	-50,1
Canada	612 866	744 241	706 403	731 424	732 419	19,5
Chypre	5 638	8 339	9 521	7 963	8 394	48,9
Croatie ^a	31 205	25 173	27 280	23 771	22 899	-26,6
Danemark	70 246	70 131	62 944	54 984	50 785	-27,7
Espagne	285 934	385 119	360 800	327 447	328 926	15,0
Estonie ^a	39 965	17 062	19 912	21 677	21 059	-47,3
États-Unis	6 397 144	7 258 973	6 985 457	6 799 979	6 870 446	7,4
Fédération de Russie ^a	3 940 191	2 432 751	2 772 489	2 815 190	2 812 310	-28,6
Finlande	71 077	69 855	75 835	63 197	59 029	-17,0
France	549 065	556 461	518 940	491 159	464 418	-15,4
Grèce	104 827	127 688	118 733	104 669	101 403	-3,3
Hongrie ^{a, b}	109 636	73 557	65 524	57 554	57 225	-47,8
Irlande	56 088	69 251	62 235	58 482	58 189	3,7
Islande	3 634	3 963	4 730	4 535	4 597	26,5
Italie	521 921	554 479	508 424	438 887	418 587	-19,8
Japon	1 270 743	1 386 714	1 304 903	1 407 883	1 363 862	7,3
Lettonie ^a	26 256	10 434	12 362	11 415	11 353	-56,8
Liechtenstein	229	248	231	235	205	-10,5
Lituanie ^a	47 209	18 739	20 163	19 256	19 139	-59,5
Luxembourg	12 871	9 743	12 221	11 207	10 771	-16,3
Malte	2 000	2 626	3 099	2 954	2 983	49,1
Monaco						
Norvège	51 913	54 869	55 272	53 552	53 156	2,4
Nouvelle-Zélande	65 828	76 385	78 942	80 298	81 104	23,2
Pays-Bas	221 516	219 916	213 523	194 825	186 845	-15,7

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Pologne ^{a, b}	579 869	392 276	403 599	393 092	380 038	-34,5
Portugal	60 487	83 798	70 232	64 751	64 395	6,5
Roumanie ^{a, b}	304 651	142 317	119 056	111 837	111 507	-63,4
Royaume-Uni	799 838	717 281	613 863	569 783	527 203	-34,1
Slovaquie ^a	74 272	49 712	46 483	42 792	40 658	-45,3
Slovénie ^{a, b}	20 394	19 126	19 619	18 314	16 582	-18,7
Suède	71 917	68 869	64 997	55 940	54 383	-24,4
Suisse	53 314	52 314	54 363	52 508	48 605	-8,8
Tchéquie ^a	195 345	147 993	137 687	128 390	123 651	-36,7
Turquie ^d	207 773	296 811	395 283	438 820	467 550	125,0
Ukraine ^a	945 616	412 807	400 607	399 741	353 039	-62,7
Union européenne ^c	5 656 504	5 161 669	4 775 529	4 463 078	4 278 052	-24,4
Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :						29
Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :						0
Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :						13

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 4

Total des émissions globales d'origine anthropique de CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC, SF₆, MIX et NF₃, compte tenu des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	1 214 822	1 003 112	923 049	929 203	885 226	-27,1
Australie	546 839	548 877	554 780	529 214	523 107	-4,3
Autriche	65 992	63 512	78 421	74 841	70 774	7,2
Bélarus ^a	109 074	51 714	66 137	71 302	76 264	-30,1
Belgique	143 679	147 474	129 283	115 364	109 847	-23,5
Bulgarie ^{a, b}	99 303	48 134	50 570	44 838	45 933	-53,7
Canada	525 677	662 625	761 036	701 792	804 212	53,0
Chypre	5 025	7 780	8 881	7 311	7 743	54,1
Croatie ^a	24 557	17 038	20 122	17 301	16 384	-33,3

<i>Partie</i>	<i>Gg d'équivalent CO₂</i>					<i>Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)</i>
	<i>1990</i>	<i>2000</i>	<i>2010</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	
Danemark	76 492	74 892	64 459	57 448	52 367	-31,5
Espagne	260 568	350 456	327 451	295 338	297 426	14,1
Estonie ^a	31 839	18 017	14 572	21 028	20 482	-35,7
États-Unis	5 659 192	6 575 954	6 219 033	6 040 395	6 107 976	7,9
Fédération de Russie ^a	4 105 091	2 086 058	2 224 828	2 290 653	2 299 275	-44,0
Finlande	55 049	45 521	48 687	42 862	38 249	-30,5
France	518 484	523 702	480 170	437 630	413 772	-20,2
Grèce	102 548	125 803	115 473	101 521	98 167	-4,3
Hongrie ^{a, b}	107 915	73 341	61 813	54 456	52 632	-51,2
Irlande	62 310	75 658	67 495	63 420	63 411	1,8
Islande	15 129	15 512	16 587	16 407	16 466	8,8
Italie	515 851	535 489	474 065	408 063	391 972	-24,0
Japon	1 211 448	1 299 902	1 235 779	1 342 836	1 302 399	7,5
Lettonie ^a	17 835	3 738	13 936	12 623	15 574	-12,7
Liechtenstein	234	256	246	246	217	-7,3
Lituanie ^a	43 639	9 791	9 303	9 654	11 030	-74,7
Luxembourg	12 923	9 041	12 068	10 669	10 310	-20,2
Malte	1 998	2 623	3 096	2 951	2 980	49,2
Monaco						
Norvège	41 442	31 297	29 401	27 209	27 715	-33,1
Nouvelle-Zélande	36 901	45 947	49 676	55 258	56 690	53,6
Pays-Bas	227 597	226 121	219 530	201 136	193 213	-15,1
Pologne ^{a, b}	563 876	358 861	370 991	352 232	347 534	-38,4
Portugal	62 235	77 794	58 827	56 266	54 096	-13,1
Roumanie ^{a, b}	288 324	119 499	100 559	93 604	93 249	-67,7
Royaume-Uni	800 089	714 359	606 053	561 157	518 237	-35,2
Slovaquie ^a	65 280	39 994	40 470	34 721	34 536	-47,1
Slovénie ^{a, b}	15 770	11 142	12 396	11 419	9 676	-38,6
Suède	34 945	30 733	20 119	13 691	9 316	-73,3
Suisse	52 430	57 223	52 266	50 691	47 656	-9,1
Tchéquie ^a	188 877	139 205	130 510	120 473	115 858	-38,7
Turquie ^d	177 544	260 596	348 089	380 398	407 670	129,6
Ukraine ^a	899 589	371 767	369 138	385 188	340 125	-62,2
Union européenne ^c	5 403 843	4 845 604	4 453 449	4 142 068	3 970 032	-26,5
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						<i>31</i>
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						<i>0</i>
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						<i>11</i>

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 5

Total des émissions de CO₂ d'origine anthropique, à l'exclusion des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	1 050 959	899 204	832 220	835 746	792 859	-24,6
Australie	278 266	349 885	406 201	396 914	393 127	41,3
Autriche	62 297	66 275	72 532	67 957	64 263	3,2
Bélarus ^a	100 438	53 687	61 632	61 511	60 616	-39,6
Belgique	119 983	126 315	114 155	101 745	96 325	-19,7
Bulgarie ^{a, b}	87 956	45 041	47 588	42 480	45 083	-48,7
Canada	463 493	572 290	555 004	573 094	574 100	23,9
Chypre	4 663	7 140	8 005	6 449	6 878	47,5
Croatie ^a	23 390	19 789	21 184	18 359	17 607	-24,7
Danemark	54 306	54 149	48 993	41 537	37 461	-31,0
Espagne	230 155	311 600	283 581	252 260	253 467	10,1
Estonie ^a	36 666	15 141	17 834	19 566	18 919	-48,4
États-Unis	5 115 095	5 992 438	5 688 756	5 502 551	5 556 007	8,6
Fédération de Russie ^a	2 590 118	1 504 543	1 662 961	1 667 036	1 671 942	-35,4
Finlande	56 951	56 973	63 828	51 835	47 598	-16,4
France	400 653	417 117	394 236	369 986	341 153	-14,9
Grèce	83 404	103 020	97 035	82 911	79 628	-4,5
Hongrie ^{a, b}	85 194	58 337	52 109	43 931	43 573	-48,9
Irlande	32 769	45 123	41 558	37 049	36 559	11,6
Islande	2 106	2 729	3 384	3 302	3 272	55,4
Italie	436 204	465 175	428 880	362 064	342 827	-21,4
Japon	1 155 994	1 274 298	1 212 970	1 311 509	1 265 491	9,5
Lettonie ^a	19 697	7 070	8 528	7 332	7 139	-63,8
Liechtenstein	199	217	191	193	162	-18,7
Lituanie ^a	35 813	11 802	13 619	12 988	12 733	-64,4
Luxembourg	11 962	8 819	11 294	10 305	9 830	-17,8
Malte	1 860	2 414	2 691	2 476	2 484	33,5
Monaco						
Norvège	35 695	42 194	45 832	44 307	43 867	22,9

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Nouvelle-Zélande	25 420	32 356	35 017	35 094	35 617	40,1
Pays-Bas	162 498	172 060	182 530	165 476	157 790	-2,9
Pologne ^{a, b}	473 955	319 120	334 026	322 440	310 307	-34,5
Portugal	45 175	65 764	52 430	47 482	47 215	4,5
Roumanie ^{a, b}	211 194	95 189	80 794	74 054	74 010	-65,0
Royaume-Uni	596 398	561 281	507 596	475 832	434 795	-27,1
Slovaquie ^a	61 838	41 155	38 386	35 395	33 387	-46,0
Slovénie ^{a, b}	16 663	15 460	16 363	15 149	13 490	-19,0
Suède	57 547	54 730	53 058	44 899	43 405	-24,6
Suisse	44 116	43 546	45 027	43 182	39 265	-11,0
Tchéquie ^a	161 668	125 848	115 771	106 491	101 154	-37,4
Turquie ^d	146 751	232 549	320 357	354 961	382 213	160,5
Ukraine ^a	693 025	271 430	287 114	287 436	247 561	-64,3
Union européenne ^c	4 462 205	4 165 145	3 933 291	3 646 390	3 463 398	-22,4
Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :						28
Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :						0
Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :						14

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 6
Total des émissions de CO₂ d'origine anthropique, compte tenu des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	1 017 974	859 579	814 220	819 721	776 170	-23,8
Australie	388 184	398 921	410 549	385 760	380 036	-2,1
Autriche	49 429	49 343	65 988	62 737	58 685	18,7
Bélarus ^a	73 971	26 224	34 951	38 094	43 416	-41,3
Belgique	117 628	124 515	110 066	97 610	92 179	-21,6
Bulgarie ^{a, b}	72 612	34 619	38 241	32 287	33 744	-53,5
Canada	369 462	486 952	591 399	533 659	622 813	68,6
Chypre	4 049	6 571	7 363	5 797	6 226	53,8
Croatie ^a	16 709	11 455	13 938	11 801	11 007	-34,1

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Danemark	60 511	58 825	50 322	43 775	38 770	-35,9
Espagne	204 351	276 258	249 818	219 787	221 501	8,4
Estonie ^a	28 538	16 094	12 487	18 911	18 334	-35,8
États-Unis	4 370 240	5 293 061	4 914 071	4 727 892	4 778 456	9,3
Fédération de Russie ^a	2 723 379	1 123 808	1 080 458	1 109 860	1 123 801	-58,7
Finlande	38 118	30 012	34 433	29 324	24 642	-35,4
France	366 474	380 256	351 870	313 115	287 115	-21,7
Grèce	81 058	100 912	93 757	79 745	76 381	-5,8
Hongrie ^{a, b}	83 427	58 030	48 338	40 769	38 907	-53,4
Irlande	38 605	51 011	45 804	41 193	41 010	6,2
Islande	9 800	10 449	11 366	11 289	11 252	14,8
Italie	427 652	444 563	393 526	330 325	315 134	-26,3
Japon	1 096 387	1 187 205	1 143 603	1 246 223	1 203 768	9,8
Lettonie ^a	10 391	-570	9 150	7 484	10 272	-1,1
Liechtenstein	203	225	205	204	173	-15,0
Lituanie ^a	31 799	2 529	2 400	3 017	4 234	-86,7
Luxembourg	12 009	8 113	11 138	9 764	9 367	-22,0
Malte	1 858	2 412	2 688	2 473	2 481	33,5
Monaco						
Norvège	24 770	18 126	19 431	17 434	17 897	-27,7
Nouvelle-Zélande	-3 778	1 632	5 489	9 860	11 014	-391,5
Pays-Bas	168 573	178 203	188 431	171 669	164 034	-2,7
Pologne ^{a, b}	457 907	285 649	301 345	281 497	277 704	-39,4
Portugal	46 178	59 126	40 510	38 477	36 557	-20,8
Roumanie ^{a, b}	193 626	70 645	60 455	53 977	53 908	-72,2
Royaume-Uni	595 546	557 301	498 981	466 449	425 070	-28,6
Slovaquie ^a	52 759	31 385	32 334	27 293	27 221	-48,4
Slovénie ^{a, b}	12 035	7 471	9 136	8 249	6 579	-45,3
Suède	19 006	14 968	6 405	898	-3 451	-118,2
Suisse	43 122	48 368	42 849	41 284	38 236	-11,3
Tchéquie ^a	155 063	116 937	108 425	98 497	93 276	-39,8
Turquie ^d	116 521	196 334	273 163	296 540	322 333	176,6
Ukraine ^a	646 830	230 136	255 388	272 696	234 409	-63,8
Union européenne ^c	4 191 449	3 830 267	3 594 040	3 308 842	3 138 531	-25,1
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						32
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						10

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 7

Total des émissions de CH₄ d'origine anthropique, à l'exclusion des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	117 567	86 188	57 123	56 112	54 752	-53,4
Australie	118 769	111 520	99 448	99 857	98 076	-17,4
Autriche	10 599	8 466	7 183	6 757	6 623	-37,5
Bélarus ^a	17 944	12 923	17 109	18 724	18 599	3,6
Belgique	12 040	10 827	8 625	8 098	8 048	-33,2
Bulgarie ^{a, b}	16 619	9 219	7 539	7 362	7 326	-55,9
Canada	95 378	120 725	103 730	107 063	108 437	13,7
Chypre	664	815	893	860	864	30,1
Croatie ^a	3 771	2 785	3 244	3 130	3 080	-18,3
Danemark	8 083	8 355	7 787	7 381	7 363	-8,9
Espagne	31 750	38 018	38 949	38 085	38 166	20,2
Estonie ^a	1 912	1 237	1 183	1 133	1 102	-42,4
États-Unis	773 855	717 474	722 411	721 475	730 829	-5,6
Fédération de Russie ^a	1 114 636	792 249	996 955	1 028 388	1 022 151	-8,3
Finlande	7 745	6 661	5 487	5 123	5 017	-35,2
France	68 916	70 805	62 526	59 044	59 762	-13,3
Grèce	12 645	12 934	11 647	11 260	11 191	-11,5
Hongrie ^{a, b}	12 660	8 958	8 037	7 619	7 614	-39,9
Irlande	14 882	14 532	12 633	13 225	13 433	-9,7
Islande	522	559	584	546	592	13,6
Italie	54 531	55 515	47 942	44 074	43 252	-20,7
Japon	48 582	41 474	38 272	36 066	35 482	-27,0
Lettonie ^a	3 671	1 923	1 950	2 010	2 082	-43,3
Liechtenstein	19	17	19	19	21	9,3
Lituanie ^a	6 906	3 715	3 648	3 387	3 442	-50,2
Luxembourg	620	605	597	563	570	-8,0
Malte	78	130	197	189	197	151,0
Monaco						
Norvège	6 024	5 954	5 499	5 313	5 340	-11,4

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Nouvelle-Zélande	32 158	35 269	34 058	34 616	34 813	8,3
Pays-Bas	32 906	25 342	19 991	19 167	18 772	-43,0
Pologne ^{a, b}	76 734	49 403	43 166	42 357	41 330	-46,1
Portugal	11 321	13 316	12 681	12 135	11 961	5,7
Roumanie ^{a, b}	71 154	36 205	29 683	29 124	29 032	-59,2
Royaume-Uni	137 608	114 951	66 695	56 196	53 891	-60,8
Slovaquie ^a	7 121	5 423	4 708	4 556	4 363	-38,7
Slovénie ^{a, b}	2 556	2 459	2 188	2 080	1 979	-22,6
Suède	7 990	7 192	5 688	5 278	5 158	-35,4
Suisse	6 091	5 392	5 274	5 097	5 097	-16,3
Tchéquie ^a	22 446	14 430	13 655	13 129	13 239	-41,0
Turquie ^d	43 820	44 822	51 415	56 177	57 138	30,4
Ukraine ^a	198 026	117 374	84 804	75 256	69 054	-65,1
Union européenne ^c	734 491	609 441	484 705	458 526	452 696	-38,4
Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :						32
Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :						0
Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :						10

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 8

Total des émissions de CH₄ d'origine anthropique, compte tenu des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	118 443	87 059	57 991	56 978	55 617	-53,0
Australie	130 782	122 621	109 287	109 025	107 688	-17,7
Autriche	10 599	8 466	7 183	6 758	6 623	-37,5
Bélarus ^a	17 953	12 932	17 115	18 730	18 606	3,6
Belgique	12 041	10 827	8 625	8 098	8 048	-33,2
Bulgarie ^{a, b}	16 620	9 354	7 555	7 369	7 328	-55,9
Canada	99 996	123 301	115 913	113 655	123 872	23,9
Chypre	664	820	893	861	865	30,2
Croatie ^a	3 772	2 882	3 245	3 132	3 081	-18,3

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Danemark	8 098	8 414	7 946	7 577	7 605	-6,1
Espagne	31 955	38 238	39 018	38 152	38 289	19,8
Estonie ^a	1 913	1 239	1 183	1 133	1 102	-42,4
États-Unis	777 142	725 802	725 690	728 825	738 179	-5,0
Fédération de Russie ^a	1 135 819	812 566	1 019 746	1 049 362	1 044 906	-8,0
Finlande	9 284	8 011	6 467	6 044	5 938	-36,0
France	69 851	72 413	63 697	60 077	60 827	-12,9
Grèce	12 707	13 140	11 664	11 276	11 201	-11,9
Hongrie ^{a, b}	12 685	8 984	8 046	7 630	7 631	-39,8
Irlande	15 124	14 829	13 258	13 672	13 859	-8,4
Islande	2 896	2 905	2 856	2 804	2 847	-1,7
Italie	56 201	56 466	48 302	44 270	43 587	-22,4
Japon	48 655	41 541	38 332	36 123	35 558	-26,9
Lettonie ^a	3 979	2 269	2 263	2 377	2 471	-37,9
Liechtenstein	19	17	19	19	21	9,3
Lituanie ^a	6 909	3 719	3 649	3 388	3 445	-50,1
Luxembourg	620	605	597	563	570	-8,0
Malte	78	130	197	189	197	151,0
Monaco						
Norvège	6 168	6 101	5 650	5 462	5 490	-11,0
Nouvelle-Zélande	32 251	35 355	34 170	34 682	34 888	8,2
Pays-Bas	32 906	25 342	19 991	19 167	18 772	-43,0
Pologne ^{a, b}	76 779	49 435	43 198	42 394	41 365	-46,1
Portugal	11 525	13 500	12 832	12 290	11 977	3,9
Roumanie ^{a, b}	71 154	36 209	29 683	29 125	29 033	-59,2
Royaume-Uni	137 626	114 985	66 729	56 221	53 922	-60,8
Slovaquie ^a	7 129	5 434	4 722	4 565	4 380	-38,6
Slovénie ^{a, b}	2 556	2 460	2 188	2 081	1 979	-22,6
Suède	8 450	7 655	6 157	5 754	5 664	-33,0
Suisse	6 116	5 404	5 285	5 108	5 108	-16,5
Tchéquie ^a	22 563	14 538	13 805	13 195	13 312	-41,0
Turquie ^d	43 820	44 822	51 415	56 177	57 138	30,4
Ukraine ^a	198 037	117 380	84 835	75 258	69 088	-65,1
Union européenne ^c	741 230	616 454	490 147	463 427	457 775	-38,2
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						33
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						9

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 9

Total des émissions de N₂O d'origine anthropique, à l'exclusion des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	64 409	42 584	36 295	37 364	38 038	-40,9
Australie	15 346	18 949	19 698	19 756	20 085	30,9
Autriche	4 293	4 302	3 330	3 361	3 427	-20,2
Bélarus ^a	15 075	11 350	12 440	12 799	12 678	-15,9
Belgique	10 232	10 353	7 760	6 281	6 279	-38,6
Bulgarie ^{a, b}	10 000	3 973	4 081	4 186	3 755	-62,5
Canada	42 240	39 936	37 892	40 647	39 407	-6,7
Chypre	311	364	378	329	332	6,7
Croatie ^a	2 793	2 388	2 300	1 697	1 621	-41,9
Danemark	7 814	6 837	5 137	5 114	5 085	-34,9
Espagne	19 761	23 386	19 729	18 914	19 967	1,0
Estonie ^a	1 387	601	718	769	820	-40,9
États-Unis	406 229	401 400	410 314	403 350	403 501	-0,7
Fédération de Russie ^a	183 230	98 830	94 881	89 934	90 171	-50,8
Finlande	6 329	5 622	4 677	4 589	4 626	-26,9
France	67 665	56 512	43 317	41 715	43 031	-36,4
Grèce	7 403	6 346	5 527	4 670	4 686	-36,7
Hongrie ^{a, b}	11 404	5 621	4 055	4 599	4 504	-60,5
Irlande	8 402	8 640	7 032	7 085	6 985	-16,9
Islande	510	481	438	426	468	-8,2
Italie	27 427	29 717	19 946	19 100	18 585	-32,2
Japon	30 812	28 999	22 312	21 478	20 848	-32,3
Lettonie ^a	2 888	1 420	1 712	1 859	1 912	-33,8
Liechtenstein	11	10	10	10	10	-7,0
Lituanie ^a	4 490	3 199	2 631	2 470	2 509	-44,1
Luxembourg	289	288	270	269	296	2,5
Malte	61	76	65	68	68	11,0
Monaco						
Norvège	4 201	3 929	2 566	2 535	2 527	-39,8
Nouvelle-Zélande	7 327	8 429	8 638	9 003	9 066	23,7

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Pays-Bas	17 637	15 639	8 050	7 685	7 815	-55,7
Pologne ^{a, b}	29 032	22 272	19 571	20 140	19 746	-32,0
Portugal	3 991	4 412	3 562	3 344	3 413	-14,5
Roumanie ^{a, b}	18 416	9 344	7 526	7 297	7 033	-61,8
Royaume-Uni	48 509	28 749	21 883	20 778	21 349	-56,0
Slovaquie ^a	4 998	3 022	2 815	2 274	2 336	-53,3
Slovénie ^{a, b}	933	1 012	776	752	759	-18,6
Suède	5 841	5 919	5 054	4 832	4 884	-16,4
Suisse	2 854	2 556	2 512	2 412	2 439	-14,5
Tchéquie ^a	11 145	7 397	6 183	6 045	6 324	-43,3
Turquie ^d	16 510	18 425	19 621	23 211	23 283	41,0
Ukraine ^a	54 329	23 868	27 914	36 167	35 573	-34,5
Union européenne ^c	388 663	309 753	244 135	237 361	239 890	-38,3
Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :						34
Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :						1
Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :						7

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 10

Total des émissions de N₂O d'origine anthropique, compte tenu des émissions/absorptions dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	65 239	43 385	37 103	38 205	38 885	-40,4
Australie	21 630	24 244	26 373	24 075	24 274	12,2
Autriche	4 308	4 316	3 348	3 380	3 446	-20,0
Bélarus ^a	17 150	12 558	14 069	14 475	14 238	-17,0
Belgique	10 245	10 414	7 874	6 405	6 406	-37,5
Bulgarie ^{a, b}	10 068	4 129	4 161	4 263	3 828	-62,0
Canada	44 464	41 082	43 946	43 858	47 052	5,8
Chypre	311	368	378	329	332	6,8
Croatie ^a	2 825	2 490	2 386	1 784	1 706	-39,6

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Danemark	7 841	6 864	5 164	5 143	5 114	-34,8
Espagne	19 993	23 846	20 074	19 210	20 308	1,6
Estonie ^a	1 388	603	725	776	827	-40,4
États-Unis	409 844	409 431	415 295	411 075	411 231	0,3
Fédération de Russie ^a	193 686	112 555	106 932	101 599	102 521	-47,1
Finlande	7 594	6 900	5 943	5 843	5 880	-22,6
France	70 328	59 005	45 741	44 025	45 359	-35,5
Grèce	7 408	6 363	5 528	4 672	4 687	-36,7
Hongrie ^{a, b}	11 425	5 687	4 106	4 651	4 559	-60,1
Irlande	8 546	8 863	7 421	7 433	7 330	-14,2
Islande	1 938	1 964	2 039	2 053	2 102	8,5
Italie	28 239	30 388	20 581	19 818	19 328	-31,6
Japon	31 051	29 214	22 496	21 658	21 031	-32,3
Lettonie ^a	3 465	2 019	2 351	2 550	2 609	-24,7
Liechtenstein	11	11	11	11	11	-5,6
Lituanie ^a	4 931	3 520	2 989	2 838	2 895	-41,3
Luxembourg	293	293	274	272	299	1,9
Malte	61	76	65	68	68	11,0
Monaco						
Norvège	4 511	4 276	2 945	2 916	2 908	-35,5
Nouvelle-Zélande	7 504	8 629	8 788	9 131	9 179	22,3
Pays-Bas	17 642	15 701	8 156	7 802	7 938	-55,0
Pologne ^{a, b}	29 044	22 295	19 612	20 188	19 811	-31,8
Portugal	4 532	4 861	3 925	3 709	3 757	-17,1
Roumanie ^{a, b}	19 657	11 067	9 369	9 140	8 876	-54,8
Royaume-Uni	49 594	29 773	22 653	21 508	22 075	-55,5
Slovaquie ^a	5 077	3 062	2 840	2 296	2 363	-53,5
Slovénie ^{a, b}	936	1 016	780	756	763	-18,5
Suède	6 949	7 083	6 360	6 108	6 167	-11,3
Suisse	2 939	2 632	2 582	2 481	2 508	-14,7
Tchéquie ^a	11 166	7 413	6 201	6 056	6 336	-43,3
Turquie ^d	16 510	18 425	19 621	23 211	23 283	41,0
Ukraine ^a	54 486	24 114	28 138	36 353	35 777	-34,3
Union européenne ^c	400 020	321 554	255 864	248 999	251 657	-37,1
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						32
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						1
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						9

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 11

Total des émissions globales de HFC, de PFC, de SF₆, de MIX et de NF₃ d'origine anthropique en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	13 167	13 088	13 735	14 298	14 553	10,5
Australie	6 243	3 091	8 570	10 355	11 109	78,0
Autriche	1 656	1 387	1 901	1 966	2 019	22,0
Bélarus ^a	0,00	0,10	2,10	2,51	2,43	
Belgique	3 766	1 718	2 719	3 252	3 215	-14,6
Bulgarie ^{a, b}	3	32	613	918	1 033	
Canada	11 755	11 289	9 777	10 620	10 475	-10,9
Chypre	0	21	246	324	320	
Croatie ^a	1 251	211	553	584	590	-52,9
Danemark	42	789	1 027	952	877	1 968,1
Espagne	4 268	12 114	18 540	18 189	17 327	306,0
Estonie ^a	0	82	177	208	219	
États-Unis	101 966	147 661	163 976	172 604	180 109	76,6
Fédération de Russie ^a	52 207	37 129	17 692	29 832	28 046	-46,3
Finlande	53	599	1 843	1 650	1 788	3 291,5
France	11 831	12 028	18 861	20 414	20 472	73,0
Grèce	1 376	5 388	4 524	5 828	5 898	328,6
Hongrie ^{a, b}	377	641	1 323	1 405	1 534	306,7
Irlande	35	955	1 012	1 123	1 212	3 339,0
Islande	496	194	325	261	264	-46,7
Italie	3 758	4 073	11 656	13 650	13 924	270,5
Japon	35 355	41 942	31 348	38 830	42 042	18,9
Lettonie ^a	0	21	172	213	221	
Liechtenstein	0	4	10	12	12	
Lituanie ^a	0	23	266	412	456	
Luxembourg	1	31	59	69	75	8 403,8
Malte	0	5	146	221	234	
Monaco						
Norvège	5 993	2 793	1 375	1 397	1 421	-76,3

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Nouvelle-Zélande	924	330	1 229	1 585	1 608	74,0
Pays-Bas	8 476	6 875	2 952	2 498	2 469	-70,9
Pologne ^{a, b}	147	1 481	6 835	8 154	8 654	5 776,5
Portugal	0	307	1 560	1 790	1 806	
Roumanie ^{a, b}	3 887	1 579	1 052	1 362	1 431	-63,2
Royaume-Uni	17 322	12 300	17 690	16 978	17 169	-0,9
Slovaquie ^a	315	113	574	567	571	81,4
Slovénie ^{a, b}	243	195	292	333	355	45,9
Suède	540	1 027	1 198	931	935	73,2
Suisse	254	820	1 550	1 818	1 804	611,6
Tchéquie ^a	85	317	2 078	2 725	2 934	3 343,2
Turquie ^d	693	1 015	3 890	4 470	4 917	609,7
Ukraine ^a	236	136	775	881	851	260,9
Union européenne ^c	71 144	77 329	113 398	120 801	122 069	71,6
Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :						8
Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :						1
Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :						24

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 12
Émissions et absorptions nettes de CO₂ d'origine anthropique dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	-32 985	-39 625	-18 000	-16 025	-16 689	-49,4
Australie	109 918	49 035	4 348	-11 154	-13 091	-111,9
Autriche	-12 868	-16 932	-6 543	-5 220	-5 577	-56,7
Bélarus ^a	-26 467	-27 463	-26 681	-23 417	-17 199	-35,0
Belgique	-2 355	-1 801	-4 090	-4 135	-4 147	76,1
Bulgarie ^{a, b}	-15 344	-10 422	-9 346	-10 193	-11 339	-26,1
Canada	-94 032	-85 338	36 396	-39 435	48 713	-151,8
Chypre	-614	-568	-641	-652	-652	6,2

Croatie ^a	-6 681	-8 334	-7 246	-6 558	-6 600	-1,2
Danemark	6 205	4 676	1 329	2 238	1 309	-78,9
Espagne	-25 804	-35 342	-33 763	-32 472	-31 965	23,9
Estonie ^a	-8 128	952	-5 346	-656	-584	-92,8
États-Unis	-744 855	-699 377	-774 685	-774 659	-777 550	4,4
Fédération de Russie ^a	133 261	-380 735	-582 503	-557 176	-548 140	-511,3
Finlande	-18 833	-26 961	-29 395	-22 511	-22 956	21,9
France	-34 178	-36 860	-42 365	-56 871	-54 038	58,1
Grèce	-2 346	-2 107	-3 278	-3 166	-3 247	38,4
Hongrie ^{a, b}	-1 767	-307	-3 771	-3 162	-4 666	164,1
Irlande	5 837	5 888	4 246	4 143	4 451	-23,7
Islande	7 694	7 720	7 983	7 987	7 980	3,7
Italie	-8 552	-20 612	-35 354	-31 739	-27 693	223,8
Japon	-59 607	-87 093	-69 367	-65 286	-61 722	3,5
Lettonie ^a	-9 305	-7 640	622	152	3 133	-133,7
Liechtenstein	4	8	14	11	11	160,2
Lituanie ^a	-4 014	-9 273	-11 219	-9 971	-8 499	111,7
Luxembourg	48	-706	-157	-542	-463	-1 075,0
Malte	-2,57	-2,65	-2,83	-2,87	-2,83	10,0
Monaco						
Norvège	-10 925	-24 067	-26 401	-26 873	-25 971	137,7
Nouvelle-Zélande	-29 198	-30 724	-29 528	-25 234	-24 602	-15,7
Pays-Bas	6 075	6 143	5 901	6 193	6 245	2,8
Pologne ^{a, b}	-16 048	-33 471	-32 681	-40 944	-32 603	103,2
Portugal	1 003	-6 638	-11 920	-9 005	-10 658	-1 162,7
Roumanie ^{a, b}	-17 568	-24 544	-20 340	-20 077	-20 102	14,4
Royaume-Uni	-853	-3 980	-8 614	-9 383	-9 725	1 040,5
Slovaquie ^a	-9 078	-9 770	-6 052	-8 102	-6 166	-32,1
Slovénie ^{a, b}	-4 628	-7 989	-7 228	-6 899	-6 911	49,3
Suède	-38 540	-39 763	-46 653	-44 001	-46 856	21,6
Suisse	-994	4 822	-2 178	-1 897	-1 029	3,6
Tchéquie ^a	-6 606	-8 911	-7 345	-7 994	-7 878	19,3
Turquie ^d	-30 229	-36 215	-47 193	-58 421	-59 880	98,1
Ukraine ^a	-46 195	-41 293	-31 725	-14 741	-13 152	-71,5
Union européenne ^c	-270 756	-334 879	-339 251	-337 548	-324 866	20,0
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						17
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						0
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						25

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 13

Émissions de CH₄ d'origine anthropique dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	876	871	868	866	865	-1,2
Australie	12 013	11 101	9 840	9 167	9 612	-20,0
Autriche	0,47	0,10	0,11	0,21	0,13	-72,0
Bélarus ^a	8,43	9,72	5,73	5,72	7,28	-13,7
Belgique	1	0				
Bulgarie ^{a, b}	1,07	134,73	15,19	7,72	2,15	100,1
Canada	4 618	2 577	12 183	6 592	15 435	234,3
Chypre	0,04	5,71	0,74	0,22	0,24	482,1
Croatie ^a	1,23	96,91	1,76	1,93	0,25	-79,6
Danemark	15	59	159	196	242	1 500,8
Espagne	205	220	69	66	123	-40,0
Estonie ^a	0,35	1,41	0,13	0,08	0,11	-67,0
États-Unis	3 287	8 328	3 280	7 350	7 350	123,6
Fédération de Russie ^a	21 183	20 317	22 792	20 974	22 755	7,4
Finlande	1 539	1 350	980	922	922	-40,1
France	934	1 609	1 171	1 032	1 065	14,0
Grèce	62	206	16	16	9	-84,9
Hongrie ^{a, b}	25	26	9	12	17	-30,4
Irlande	242	297	625	447	425	75,5
Islande	2 374	2 346	2 272	2 258	2 254	-5,1
Italie	1 671	951	360	196	335	-80,0
Japon	73	67	60	58	76	4,5
Lettonie ^a	308	346	314	367	389	26,5
Liechtenstein						
Lituanie ^a	2,88	3,93	1,24	0,80	2,95	2,5
Luxembourg						
Malte						
Monaco						
Norvège	144	148	151	150	150	4,8

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Nouvelle-Zélande	93	86	113	66	75	-19,3
Pays-Bas	0,20	0,24	0,27	0,28	0,28	40,7
Pologne ^{a, b}	44	33	32	37	35	-20,1
Portugal	204	185	152	154	16	-92,1
Roumanie ^{a, b}	0,09	3,33	0,19	1,26	1,10	1 179,2
Royaume-Uni	18	34	34	26	31	73,9
Slovaquie ^a	7	11	15	9	17	130,5
Slovénie ^{a, b}		0,90	0,48	0,46	0,13	
Suède	461	462	469	476	506	9,9
Suisse	24	11	11	11	11	-53,9
Tchéquie ^a	117	108	150	66	73	-37,5
Turquie ^d	0,03	0,06	0,01	0,03	0,01	-72,9
Ukraine ^a	11	7	31	2	34	203,9
Union européenne ^c	6 739	7 013	5 442	4 901	5 079	-24,6
Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :						19
Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :						0
Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :						18

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 14

Émissions de N₂O d'origine anthropique dans le secteur de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie en 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne	830	801	809	841	847	2,0
Australie	6 285	5 295	6 674	4 318	4 189	-33,3
Autriche	15	14	18	19	19	23,8
Bélarus ^a	2 075	1 207	1 629	1 676	1 560	-24,8
Belgique	12	62	114	124	127	939,1
Bulgarie ^{a, b}	68	156	81	77	73	8,1
Canada	2 225	1 146	6 054	3 211	7 645	243,7
Chypre	0,03	3,76	0,49	0,15	0,16	482,1
Croatie ^a	32	102	85	86	85	166,5

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Danemark	27	26	27	29	30	11,6
Espagne	232	460	345	297	342	47,2
Estonie ^a	1,51	1,69	6,86	7,32	7,37	387,9
États-Unis	3 615	8 031	4 981	7 725	7 730	113,8
Fédération de Russie ^a	10 457	13 724	12 050	11 665	12 350	18,1
Finlande	1 266	1 278	1 267	1 254	1 254	-0,9
France	2 663	2 492	2 425	2 309	2 327	-12,6
Grèce	5,10	16,87	1,35	1,33	0,80	-84,4
Hongrie ^{a, b}	21	66	51	52	55	159,6
Irlande	144	222	389	348	345	140,3
Islande	1 428	1 484	1 602	1 627	1 634	14,5
Italie	812	671	635	718	743	-8,5
Japon	239	215	184	181	183	-23,6
Lettonie ^a	576	598	640	691	698	21,1
Liechtenstein	0,31	0,35	0,43	0,46	0,45	44,2
Lituanie ^a	441	321	358	368	387	-12,3
Luxembourg	4,62	4,57	3,62	3,03	2,83	-38,7
Malte						
Monaco						
Norvège	310	347	379	381	380	22,5
Nouvelle-Zélande	177	200	149	128	113	-36,4
Pays-Bas	6	62	106	117	123	2 033,1
Pologne ^{a, b}	11	24	41	48	65	471,8
Portugal	541	449	364	366	344	-36,4
Roumanie ^{a, b}	1 241	1 723	1 843	1 843	1 843	48,5
Royaume-Uni	1 085	1 023	770	731	727	-33,0
Slovaquie ^a	80	40	25	22	28	-65,5
Slovénie ^{a, b}	3,31	3,81	4,19	4,09	4,02	21,4
Suède	1 108	1 164	1 306	1 276	1 283	15,8
Suisse	85	76	70	70	69	-19,4
Tchéquie ^a	21	15	18	12	12	-40,7
Turquie ^d	0,02	0,04	0,01	0,02	0,01	-72,9
Ukraine ^a	157	246	225	186	204	29,8
Union européenne ^c	11 357	11 801	11 729	11 637	11 766	3,6
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						15
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						1
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						25

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.

Tableau 15
Émissions indirectes de CO₂, 1990, 2000, 2010, 2013 et 2014

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2000	2010	2013	2014	
Allemagne						
Australie						
Autriche						
Bélarus ^a						
Belgique						
Bulgarie ^{a, b}						
Canada	4 042	1 750	11 775	5 999	14 753	265,0
Chypre						
Croatie ^a						
Danemark	1 225	877	556	451	421	-65,6
Espagne						
Estonie ^a						
États-Unis						
Fédération de Russie ^a						
Finlande	262	154	96	80	76	-70,9
France	1 992	1 755	1 033	993	952	-52,2
Grèce						
Hongrie ^{a, b}						
Irlande	81	74	64	65	65	-20,1
Islande						
Italie						
Japon						
Lettonie ^a	43	26	16	15	20	-53,5
Liechtenstein						
Lituanie ^a						
Luxembourg						
Malte						
Monaco						
Norvège						
Nouvelle-Zélande						
Pays-Bas	666	335	237	214	211	-68,3

Partie	Gg d'équivalent CO ₂					Variation de 1990 à 2014 (En pourcentage)
	1990	2010	2010	2013	2014	
Pologne ^{a, b}						
Portugal	157	176	132	133	128	-18,8
Roumanie ^{a, b}						
Royaume-Uni						
Slovaquie ^a						
Slovénie ^{a, b}						
Suède						
Suisse	418	190	125	121	121	-71,1
Tchéquie ^a	3 917	2 905	2 489	2 347	2 234	-43,0
Turquie ^d						
Ukraine ^a						
Union européenne ^c	8 342	6 300	4 619	4 295	4 105	-50,8
<i>Nombre de Parties affichant une diminution des émissions supérieure à 1 % :</i>						<i>10</i>
<i>Nombre de Parties où les émissions ont varié dans une fourchette de 1 % :</i>						<i>0</i>
<i>Nombre de Parties dont les émissions ont augmenté de plus de 1 % :</i>						<i>1</i>

^a Partie en transition sur le plan économique.

^b Pour cette Partie, c'est le chiffre des émissions de l'année de référence retenue dans les décisions 9/CP.2 et 11/CP.4 (à savoir 1988 pour la Bulgarie, moyenne des années 1985 à 1987 pour la Hongrie, 1988 pour la Pologne, 1989 pour la Roumanie et 1986 pour la Slovénie) qui est utilisé, et non le chiffre des émissions de 1990.

^c Les estimations des émissions de l'Union européenne (UE) concernent l'UE-28 et elles sont notifiées séparément de celles de chacun de ses États membres.

^d Dans la décision 26/CP.7, les Parties ont été invitées à prendre en considération le cas spécial de la Turquie, qui se trouve dans une situation différente de celle des autres Parties visées à l'annexe I de la Convention.